

<http://divergences.be/spip.php?article275>



Richard Greeman

Les Etats-Unis au tournant obscur

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2007 - N° 6 (Mars/March 2007) - International - Etats Unis /United States -

Date de mise en ligne : mardi 27 février 2007

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Je reviens de six semaines aux Etats-Unis avec l'impression d'un pays qui se réveille et cherche à sortir de l'impasse. Le 7 novembre, électeurs (et surtout les électrices) américain/es ont infligé un puissant vote de défiance au régime néolibéral de Bush. L'électorat a fini par dire NON à la guerre d'Iraq que Bush a imposée par des mensonges et qu'il a perdue par incompétence. Enfin les grands médias sortent du déni et les hommes politiques se demandent ouvertement comment sortir de ce borborygme. Le problème, c'est qu'ils ne trouvent pas de solution.

Comme nous nous efforcerons de l'expliquer dans cette analyse, le gouvernement des Etats-Unis ne peut choisir aucune des options proposées par la gauche, le centre et la droite sans provoquer de crise généralisée. Car chacune - du 'sauve qui peut' de la gauche, à la 'sortie gracieuse' du centre, au 'tenir le cap' de la droite et à la 'fuite en avant' (vers la guerre contre l'Iran) prônée par les ultras près de Bush - serait désastreuse pour les intérêts de l'impérialisme américain déjà affaibli. Car cette superpuissance surestimée se trouve en même temps confrontée à d'autres crises graves : entre autres la montée des mouvements populistes anti-américains en Amérique latine, la montée de rivaux commerciaux capitalistes comme l'Europe et la Chine, la montée d'une dette interne et externe insupportables, la désillusion de l'électorat américain et la montée (encore hésitante) de mouvements populaires objectivement anticapitalistes aux Etats-Unis même. C'est dans ce contexte que nous analyserons d'abord la nouvelle majorité américaine et puis son influence sur la crise irakienne.

Sommaire

- [Le grand 'Non' des électeurs populaires](#)
- [Le cynisme des Démocrates](#)
- [La base électorale des Démocrates](#)
- [Du changement chez les riches](#)
- [Un Nouveau Cours en Irak ?](#)
- [Un désastre prévisible](#)
- [Sauve qui peut ?](#)
- [D'autres solutions irréalistes](#)
- [L'Empire Etatsunien dans l'impasse](#)
- [Les dominos vont tomber](#)
- [La fuite en avant](#)
- [Que faire ?](#)

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L160xH400/7-4-24ee7.jpg>

Le grand 'Non' des électeurs populaires

Commençons par la défaite de la droite aux Législatives de décembre 2006. Il s'agit d'une véritable vague de fond. Les médias n'ont pas insisté, mais la marge des pertes républicaines aux Législatives (souvent de 45% contre 55%)

était énorme par rapport aux élections récentes â€” souvent décidées par une marge de moins de 0,05. Ajoutons à ces grosses majorités démocrates les milliers sinon des millions de suffrages qui manquaient suite au système de fraude électorale républicaine instauré depuis leurs huit années au pouvoir. Le Parti républicain a donc profité de ses manipulations (légales) des circonscriptions ainsi que du truquage des nouvelles machines informatisées qui ne laissent pas de trace papier, d'électeurs démocrates rayés des listes, de l'intimidation des électeurs et de ingénieux manquements et pannes de machines dans les quartiers de pauvres (noirs, hispaniques) et de 'libéraux.' La défaite républicaine fut donc d'un NON massif â€” aussi significatif que celui des électeurs français et néerlandais envers la Constitution européenne néolibérale... et aussi difficile à exploiter.

Le cynisme des Démocrates

Pour le moment, ce sont les Démocrates qui en profitent, sans grand mérite. A quelques exceptions près, ils n'ont pas osé s'opposer à une guerre désastreuse lancée à partir de mensonges, rejetée aujourd'hui par 70% des américain/es. La guerre était la première préoccupation des électeurs selon les sondages de sortie des urnes le 7 novembre, sujet sur lequel le Parti démocrate n'avait pas grand' chose à dire.. En revanche, il a beaucoup parlé de la corruption politique â€” très embarrassante pour les Républicains impliqués dans de nombreux scandales avec les lobbys et deuxième grande préoccupation des électeurs. Là les Démocrates, se présentant comme 'probes,' ont battu hautement le tambour électoral en faveur de la Réforme des soutiens financiers (légaux et incontrôlés) offerts aux candidats par les lobbies.

Le lendemain de leur 'victoire,' volte-face. Les représentants des lobbys se sont rués chéquier à la main sur la nouvelle majorité siégeant à la gauche des Chambres. En quelques semaines les Démocrates avaient enterré presque tous les projets de loi sur la Réforme des pots de vin qui resteront légaux et exclus de toute surveillance officielle afin d'en profiter. Plus question de réforme, les mêmes sinistre lobbys (armements, pétrole, pharmacie, agro-alimentaire, banque) vont financer la majorité démocrate du Congrès, comme auparavant l'était la républicaine, afin d'imposer leurs intérêts en lui (littéralement !) dictant les projets de loi et de budget les concernant. Comme l'écrivait dit Mark Twain il y a déjà un siècle « Le Congrès est composé des hommes les meilleurs que l'argent puisse acheter. »

La base électorale des Démocrates

Après cette volte-face cynique, même les électeurs qui avaient gardé quelques illusions concernant les Démocrates se sont détrompés. D'ailleurs, la plupart n'avaient pas voté pour la "gauche" mais contre la guerre qui continue à dévorer les enfants, les finances et les libertés américaines au profit des capitalistes-copains comme Haliburton ; ils ont voté contre un régime ultralibérale caractérisé par l'indifférence devant les souffrances des victimes de l'ouragan Katrina. D'ailleurs, la démographie de la base électorale 'démocrate' ressemble assez précisément à celle de la population sinistrée de la Nouvelle Orléans avec laquelle elle s'identifie.

Selon les sondages démographiques réalisés à la sortie des urnes (exit polls) l'électorat démocrate est composé principalement de gens pauvres : de noirs, d' hispaniques et d'autres immigrés, de jeunes et de retraités, de femmes et de syndiqués. Les Républicains ne reçoivent que de 10% à 35% des suffrages chez ces minorités défavorisées, majoritaires dans la classe ouvrière américaine, donc dans le pays. Face à un néolibéralisme autrement plus féroce que celui qu'on connaît en Europe, les revendications de cette base électorale populaire sont très basiques. Cette base réclame une augmentation du salaire minimum national â€” fixé depuis longtemps à 3,91€ de l'heure (!) ; elle attend la création d'un système de santé sociale comme en France et au Canada (près de la moitié n'ont aucune couverture médicale) ; elle exige un statut légal pour les millions de travailleurs immigrés sans papiers qui affluent

dans les syndicats ; elle demande des crédits pour les écoles, les crèches et les villes qui périssent ; surtout elle veut la démocratisation du système de représentation qui favorise les riches avec d'énormes subventions aux industries en n'imposant que les salariés (Sous les Républicains, l'imposition des grandes fortunes est devenue minimale).

Du changement chez les riches

Hélas, le Parti démocrate, dépendant des lobbies et du grand capital, ne va pas satisfaire aux revendications de ses électeurs d'en bas qui le soutiennent à fond, faute de mieux. Toujours selon les sondages du 7 novembre, les Républicains n'ont reçu que de 10% à 35% de leurs suffrages. En revanche, les Républicains restent encore majoritaires (52% contre 48%) chez les électeurs blancs (80% de la population) et chez les gens aisés (les 23% de la population qui gagne plus de €80.000 par an). Mais il y a eu un changement important depuis 2004 : un nombre considérable de vrais riches (plus de 130.000€) a changé de camp et s'est prononcé en faveur du Parti démocrate. C'est leur argent qui a assuré la défaite républicaine : aux EU les publicités télévisées sont très chères, et les grands médias favorisent la droite.

Pourquoi ces transfuges (et transfusions de fonds !) depuis deux ans ? Les bourgeois intelligents (surtout sur les deux Côtes) comprennent que Bush a déjà accompli sa mission en ce qui concerne leurs intérêts financiers. Sous Bush, l'écart entre riches et pauvres est redevenu égal à celui connu en 1929, l'état-providence a été presque complètement démantelé, les impôts et autres entraves au capital ont été minimisés. Le néolibéralisme ne peut donc pas aller plus loin. En revanche, certains riches ont compris que ça commence à gronder par en bas et que la guerre d'Irak est devenue trop onéreuse. Enfin, ces bourgeois cultivés détestent Bush, clown odieux, inculte et incompetent. C'est l'heure de changer d'équipe : cette fameuse alternance démocratique qui permet à la bourgeoisie américaine de berner les électeurs populaires par l'illusion d'un changement.

En attendant les présidentielles de 2008, Bush reste au pouvoir et la situation militaire en Irak (et en Afghanistan) se détériore de jour en jour laissant l'impérialisme américain de plus en plus haï et isolé. Est-ce que cette vague de fond électorale de novembre va provoquer une nouvelle orientation de la politique étrangère Etats-unienne ? Nous nous efforcerons de répondre à cette question dans notre prochaine chronique.

Un Nouveau Cours en Irak ?

Que sera l'effet de la vague de fond électorale aux Législatives de novembre 2006 sur le cours de la guerre en Irak ? Le lendemain de la défaite de son parti aux législatives, Bush a dû faire une concession en sacrifiant comme bouc émissaire son Secrétaire à la Défense, partisan de la victoire à outrance. En effet, cela faisait longtemps qu'on demandait la tête de l'arrogant Bureau-maréchal Von Rumsfeld, architecte de cette marche à la folie en Irak. Mais si la Maison Blanche est obligée d'avouer enfin qu'il y a au moins 'un problème' en Irak (alors que la guerre est définitivement perdue), il n'est pas certain que Bush et son entourage acceptent de changer leur politique belliqueuse.

Pourtant, la prestigieuse commission Baker recommande urgemment l'application d'un nouveau cours « dans les prochains jours, semaines et mois. » Le Rapport Baker avoue que lancer cette guerre avait été une erreur de la part de l'administration Bush. Il reconnaît publiquement que l'Irak est devenu un borborygme où l'Armée états-unienne s'enlise et se perd, que l'occupation sert de foyer pour le terrorisme anti-américain, que les Etats-Unis s'isolent dangereusement dans le monde arabe, et qu'il n'y a pas de solution militaire au problème. « Si on avait eu un tel rapport au moment du Vietnam, » remarqua David Gergen, vieux conseiller cynique de la Maison Blanche sous les

régimes républicain et démocrate, « on aurait pu économiser beaucoup de vies. »

Un désastre prévisible

Hélas, en 2002 quand Bush préparait son invasion aux applaudissements unanimes des média et des deux parties politiques, toute référence à la guerre du Vietnam était exclue comme politiquement incorrecte. Pourtant, l'analogie était valable le désastre prévisible. Comme nous l'avons écrit ici le 2 avril 2003 au moment de l'invasion : « Evidemment, la majorité des irakiens veulent se débarrasser de la dictature de Saddam Hussein et de sa Gestapo, le Parti Baath. Mais pas pour le remplacer par une dictature militaire anglo-américaine. ... Ajoutons que ce sont des Musulmans qui protègent leurs foyers contre d'arrogants envahisseurs Chrétiens, et on comprend que l'Armée, les milices et les guérillas irakiennes vont se servir de ces caches d'armes légères [planquées par Saddam les derniers jours] d'abord pour défendre leurs villes et puis, après leur inévitable défaite, pour résister contre l'occupation par l'Armée de Bush. »

Sauve qui peut ?

Quatre ans plus tard, l'unique solution réaliste - que le Rapport Baker suggère mais n'ose pas mettre ouvertement en avant - c'est le sauve qui peut (cut and run). Seuls les militants de gauche et quelques élus démocrates ont le courage de réclamer un départ immédiat. Encore, la 'sortie gracieuse' est une illusion utopique. Les insurgés ne vont pas s'abstenir de sévir sur les troupes sortant en déroute. Quant aux quatre énormes bases américaines 'endurantes' (euphémisme pour 'permanentes') en Irak, on n'ose pas parler de les démanteler. Ce n'est pas une 'bonne' solution, car les conséquences en seraient terribles de massacres, surtout pour les Irakiens 'libérés' par les Etats-Unis. Déjà plus de 100,000 ont été tués, et la démocratie irakienne est morte de la maladie du vacher fou importée d'Amérique. Mais toutes les alternatives de la débandade seraient pires et ne feraient que prolonger le mal. Neuf irakiens sur dix exigent la fin de l'occupation incapable de protéger la population civile brutalisée par les soldats anglo-américains qui ne distinguent plus entre combattants insurgés et citoyens pacifiques. Les Etats-Unis sont de plus en plus haïs dans la région.

La Commission de Papa a donc sommé Junior de retirer ses troupes et de faire la paix en direct avec l'Iran et la Syrie avant la fin de 2008 (date des prochaines présidentielles). A mon avis, l'accomplissement de ce scénario représentera une trop grosse humiliation (publique et privée) pour être acceptable par Bush II qui avait déclaré la guerre à l'Axe du Mal (au défi de son père) et qui avait améri son jet sur un porte-avion pour déclarer 'Mission accomplie' en Irak. Après tout, c'est lui, Junior, avec son Vice-président Cheney et leur équipe de néo-cons (ultralibéraux) qui commande encore. Et loin d'accepter le 'redéploiement stratégique' des forces armées américaines hors d'Irak prôné par la Commission Baker, la Maison Blanche discute avec le Pentagone de nouvelles transfusions de vingt ou de cinquante mille soldats.

Peu importe que ce sont des milliers de soldats dont Bush ne dispose pas. « Il n'y a réellement pas de troupes additionnelles à y envoyer » a déclaré Colin Powell, ex-Général victorieux de la Guerre d'Irak de Bush I et ancien Secrétaire d'Etat de Bush II. Il s'agirait donc de prolonger le service des troupes - démoralisées et surmenées - déjà engagées. Après plus de 3.000 soldats morts, des dizaines de milliers de blessés et on ne sait pas combien de désertions, ce n'est pas une solution. Toujours selon Powell, l'Armée américaine est « cassée. » Cette armée résulte d'une autre bêtise de Rumsfeld et Cheney qui voulaient en même temps faire la guerre à un grand pays et économiser sur le nombre des soldats afin de 'moderniser' l'Armée en achetant des armes de terreur hi-tech chez leurs copains capitalistes fabricants d'armes.

D'autres solutions irréalistes

Le Rapport Baker n'est non moins irréaliste, puisqu'il se base sur trois suppositions utopiques. 1° Il suppose la dissolution des milices sectaires sur lesquels se basent le pouvoir de tous les partis irakiens - Sunnites, Baath, et Shiites (ceux-ci divisés en plusieurs factions). Impossible que les uns se démobilisent avant les autres. 2e Il suppose qu'on peut 'professionnaliser' les milices et les 'intégrer' à une Armée nationale, d'ailleurs imaginaire. : on ne réussit qu'à les mieux entraîner et à leur donner des armes et uniformes qui servent de couverture à des attaques criminelles contre la population civile et les forces de l'Occupation. 3e Le Rapport suppose un futur Irak uni et gouvernable, alors qu'on n'a pas mis en place un véritable État central et que les régions Kurde, Shiiite, et Sunnite - réunies artificiellement par l'impérialisme anglais en 1919 - ne veulent pas rester ensemble !

L'Empire Etatsunien dans l'impasse

Donc pas de sortie facile de ce borbier où l'Empire américain affaibli s'est enlisé dans sa tentative de dominer le monde par sa seule puissance militaire. En revanche, politiquement rien n'empêche Bush II de 'tenir le cap' en Irak deux ans encore en jouant la carte de l'irakisation du conflit comme ont fait Nixon-Kissinger pendant plusieurs années avec leur Vietnamisation. Ainsi, le Président républicain pourra laisser un cadeau empoisonné à celui ou celle - vraisemblablement un/e démocrate - qui lui succèdera à la Maison blanche en janvier 2009. Et les Démocrates, en dépit de l'opinion publique anti-guerre et de la sanction du Rapport Baker, n'oseront pas prendre une position ferme contre la guerre d'Irak - de peur des accusations républicaines de « tirer dans le dos des troupes » et d'avoir « perdu la guerre » par lâcheté et manque de patriotisme.

Les dominos vont tomber

Comment donc les Etats-Unis vont-t-ils sortir du borbier vietnamien ? Excusez ce lapsus de soixante-huitard attardé ! Je voulais dire « du borbier irakien. » Hélas, la crise actuelle est beaucoup plus profonde, car le Vietnam n'avait ni pétrole ni position stratégique centrale aux intérêts de l'impérialisme américain. Et si l'Armée américaine meurtrie et démoralisée a mis environ vingt ans à rétablir sa capacité de combat, les fameux 'dominos' ne sont pas tombés aux mains de l'empire du Mal communiste.

Il en est autrement en Irak, quoique les dominos qui tomberont vont profiter à un Axe du Mal plutôt pluraliste. Les régions shiites d'Irak tomberont sous l'influence de l'Iran shiite, qui deviendrait la mini superpuissance dominante du Moyen Orient. (Ironie : c'est pour empêcher cette domination iranienne que l'impérialisme américain a soutenu et armé Saddam Hussein pendant les cinq années de sa guerre sanglante contre les Ayatollahs). La région kurde de l'Irak a déjà déclaré son autonomie et saura la défendre, ce qui pourrait entraîner un conflit avec la Turquie, dont les régions kurdes rebelles cherchent aussi l'autonomie. Les Sunnites, minoritaires mais dominants sous le régime baath de Saddam, vont s'accrocher à l'Arabie saoudite (sunnite aussi), qui déjà leur promet un soutien militaire. Il n'est donc pas à exclure que le cancer de la guerre civile irakienne actuelle métastase en guerre généralisée au Moyen Orient.

La fuite en avant

Quant au gouvernement Etatsunien de Bush (au pouvoir jusqu'au début de 2009 rappelons-le) à défaut de sortie possible de l'impasse, il lui reste un scénario plus sombre : la fuite en avant. D'Afghanistan en Irak et d'Irak en Iran.

Les idéologues de la Maison Blanche ont depuis longtemps ciblé l'Iran, autre pôle de l'Axe du mal, pour un 'changement de régime,' et on prépare le public à cette nouvelle phase de la « Guerre contre la terreur » â€” guerre par définition interminable. Comme pour l'Irak en 2002, Bush accuse l'Iran de préparer des armes nucléaires et d'encourager le terrorisme à l'étranger. Etant donné le rôle de l'Iran dans l'armement d'Hezbollah, son refus d'arrêter son développement nucléaire et les déclarations hystériques de son Président à propos d'Israël et de l'Holocauste, les justifications de Bush pour une éventuelle attaque américaine contre l'Iran en 2007 ont davantage de vraisemblance que celles qu'il avait avancées en 2002 contre l'Irak. Il ne manque qu'un *causus belli* pour la déclencher.

Or, le gouvernement américain n'a jamais hésité à provoquer ou même à fabriquer des incidents comme prétexte pour faire la guerre â€” par exemple l'attaque fantôme vietnamien contre un navire de guerre américain dans la Baie de Tonkin exploitée par le Président Johnson (originaire de Texas) pour obliger le Congrès à autoriser la guerre du Vietnam. Quarante ans plus tard, nous avons de nouveau un Sheriff du Texas à la tête des armées américaines enlisés dans un borbier, et celui-ci n'a rien à perdre car en tant que Président sortant il n'est pas rééligible en 2008 (à défaut de coup d'état contre la Constitution). George Bush II est donc un élément incontrôlable â€” un véritable canon délié lâché sur le pont du navire de l'état américain. Voilà ce qui explique la tentative inouïe de Papa Bush et de l'Establishment représentés par la Commission Baker pour freiner le bellicisme des idéologues de la droite radicale au pouvoir. Il s'agit d'empêcher le vacher fou de la Maison blanche de lancer les Etats-Unis dans une nouvelle aventure désastreuse.

Que faire ?

Hélas, en cas d'un 'incident' avec l'Iran monté ou provoqué par Bush (par exemple un soldat américain « kidnappé »), les Démocrates ne pourraient jamais résister à une ruée vers la guerre contre les Ayatollahs. Seul le peuple américain, maintenant désabusé des mensonges du régime et de la perfidie des démocrates, pourra arrêter la course à la guerre permanente - en se battant pour un renouvellement de la démocratie et des libertés civiles américaines, c'est-à-dire pour un véritable changement de régime (et non seulement de parti) à Washington.

En attendant, que faire ? Certains 'anti-impérialistes' occidentaux primaires nous incitent à soutenir la 'Résistance' des milices islamiques réactionnaires et brutales. Mais ces ennemis de nos ennemis ne sont pas nos amis, encore moins ceux de la population civile d'Irak qu'ils assassinent dans leurs querelles sectaires. Pour moi, il faut avant tout se solidariser avec les femmes, les syndicalistes et les démocrates laïques irakiens, persécutés par les Islamistes et les occupants en même temps. Je connais des féministes irakiennes qui construisent des centres d'accueil pour femmes violées et traquées, j'ai rencontré des représentants de 30.000 travailleurs irakiens qui se syndiquent et défendent leur lieux de travail contre occupants et milices. Ils demandent notre aide. Je vous invite, chers lecteurs et lectrices, à sortir vos cartes bancaires, à cliquer sur leur site et à donner aussi généreusement que vous le pouvez :

www.solidariteirak.org

[Contact :](#)